

Déraciner l'inégalité, promouvoir les droits

L'autonomisation des femmes grâce à l'agriculture et aux systèmes alimentaires

Avril 2018

Une note d'information présentée par le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire auprès d'Affaires mondiales Canada pour orienter le développement des stratégies de mise en œuvre de la Politique d'aide internationale féministe du Canada.

Le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire est une coalition de 28 organisations de la société civile et de coopération internationale qui visent à promouvoir des politiques et des actions qui protègent et améliorent la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Nos recommandations sont fondées sur des décennies d'expérience dans ces secteurs en collaboration avec des partenaires dans des pays en développement.

La nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada est bien ciblée et ambitieuse. L'autonomisation des femmes et des filles est largement reconnue comme étant la stratégie la plus efficace pour réduire la pauvreté dans le monde.

Bien qu'au cours des dernières décennies on ait constaté un grand progrès dans la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale, des écarts se creusent et des inégalités persistent. De nombreuses femmes, surtout dans des régions rurales, sont laissées pour compte. Parmi les femmes qui vivent dans les pays les plus pauvres, 79 % dépendent de l'agriculture pour survivre. L'agriculture procure donc une voie essentielle aux femmes pour qu'elles parviennent à l'autonomisation et l'égalité. Si le Canada n'accorde pas un rôle central aux systèmes agricoles et alimentaires, il pourra difficilement atteindre les objectifs de sa nouvelle politique. Des investissements adéquats en agriculture et en sécurité alimentaire doivent, de ce fait, être la prochaine étape pour que le Canada exerce son leadership sur la scène mondiale.

Une approche féministe à l'agriculture peut transformer des vies en milieu rural

Une approche féministe à l'agriculture vise à s'attaquer aux racines des inégalités structurelles et systémiques, et à transformer les rapports de pouvoir à l'intérieur des foyers, des communautés et des nations.

Cette approche féministe repose sur quatre principes fondamentaux :

- a. Reconnaître et défier les rapports de pouvoir inégaux.
- b. Promouvoir la capacité d'agir des femmes et des filles, afin qu'elles puissent prendre des décisions et agir par rapport à leur propre avenir.
- c. Comprendre l'intersectionnalité, soit la reconnaissance que les multiples aspects de l'identité, comme la classe, le statut socio-économique, la race, l'ethnicité et l'orientation sexuelle peuvent augmenter leur vulnérabilité.
- d. Suivre des processus. Une approche féministe se manifeste non seulement par des résultats, mais aussi des processus réfléchis inclusifs.

Tous les modèles agricoles ne sont pas féministes. L'agriculture est féministe lorsqu'elle tient compte des différents éléments d'un système. Les systèmes patriarcaux, les lois, les politiques et les normes peuvent poser des obstacles à la capacité d'agir des femmes. Dans cette perspective, l'approche pour la mise en œuvre de la Politique d'aide internationale féministe du Canada, dont les systèmes agricoles et alimentaires, doit par conséquent défier ces normes et ces systèmes injustes.

De même, elle doit envisager des solutions ascendantes qui émergent de l'expertise locale et de la compréhension profonde des contextes locaux. L'agriculture féministe consolide les droits et la capacité d'agir des femmes, garantit que les femmes contrôlent les ressources et les biens productifs, renforce les connaissances et l'expertise des femmes, et se centre sur les impacts systémiques de l'agriculture. Ces méthodes vont au-delà du rendement pour compter la nutrition, la santé, la commercialisation, ainsi que la durabilité environnementale et sociale.

L'agriculture est essentielle pour atteindre les objectifs de la politique

L'égalité et l'autonomisation des femmes et des filles

Les femmes sont des agents de changement. Renforcer leur capacité d'agir est fondamental pour atteindre les objectifs de la politique du Canada.

Des approches systémiques pour l'autonomisation des femmes et des filles qui défient les rapports inégaux de pouvoir sont essentielles pour des changements réels. Ces approches permettent d'assurer que la croissance économique ou les augmentations de revenus n'entraînent pas involontairement la discrimination, la violence ou l'exclusion fondée sur le genre. Il est donc essentiel de comprendre les normes liées au genre, surtout dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, ainsi que les changements nécessaires pour permettre aux femmes de s'épanouir auprès des hommes en tant qu'exploitantes agricoles.

L'agriculture est un secteur essentiel pour réaliser et maintenir l'égalité entre les sexes et requiert un changement systémique ainsi qu'un engagement envers une programmation et des ressources à long terme. Les femmes performant un grand éventail de rôles au sein des foyers en milieu rural : elles assument la responsabilité des soins prodigués à la famille, de l'approvisionnement en intrants clés (eau, combustible), elles sont des agricultrices, des productrices de nourriture et des commerçantes. Leur commerce est principalement local et est axé sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elles jouent un rôle tout au long de la chaîne de valeur agricole.

Les femmes possèdent les connaissances, les relations interpersonnelles et les compétences pratiques nécessaires à la mise en œuvre de toute mesure d'adaptation. En outre, elles occupent souvent un rôle vital comme gardiennes des ressources naturelles essentielles à la résilience des communautés (p. ex., des semences indigènes ou des variétés de plantes hautement nutritives).

Cependant, la discrimination fondée sur le genre, incluant une lourde charge de travail non rémunéré au sein du foyer, empêche souvent de saisir de nouvelles occasions. C'est pourquoi l'autonomisation des femmes renforcera de façon significative leurs occasions et leur potentiel économique, et aura également un impact positif sur leur famille et leur communauté.

La dignité humaine :

Les agricultrices et les praticiennes ont des connaissances approfondies des écosystèmes, mais elles sont rarement perçues comme étant des partenaires à parts égales dans la recherche, la formation et les services d'appoint en agriculture. Toutefois, lorsqu'on renforce leurs capacités et leur leadership dans la recherche agricole sur la ferme, les femmes et leurs organisations peuvent influencer la pratique agricole selon leurs propres solutions, leur expérience et leurs besoins. La recherche phytogénétique sur la ferme dirigée par les femmes, des approches collaboratives mises en œuvre par les femmes pour préserver des terres, des semences et des cours d'eau communautaires, ainsi que le leadership féminin dans l'entrepreneuriat agricole peut renforcer leur dignité en diversifiant les options et les occasions d'autonomisation et de développement. Ces actions peuvent générer des solutions de rechange à la migration et au travail précaire pour les femmes et les jeunes.

Le domaine de la santé et de la nutrition touche directement les femmes, pour lequel elles peuvent offrir leurs propres solutions. Le renforcement de la biodiversité agricole, la diversification de la production pour la consommation familiale, l'amélioration des techniques de transformation alimentaire, l'appui à la commercialisation des aliments au sein des communautés, ainsi que l'éducation nutritionnelle à l'intérieur et à l'extérieur des écoles peuvent contribuer à des résultats positifs en matière de nutrition pour les femmes et les filles.

Les approches féministes à l'agriculture tiennent compte des interactions complexes entre l'agriculture et les systèmes alimentaires, et la santé des femmes et des filles. Les femmes sont surreprésentées parmi les agriculteurs et les travailleurs pauvres dans les pays en développement. Par conséquent, elles sont particulièrement exposées à des risques sur leur santé, comme l'empoisonnement par des pesticides ou la nature répétitive du travail sur la ferme. Des solutions mises de l'avant par les femmes reposent sur leurs besoins et ont des impacts positifs sur les systèmes alimentaires et la santé (p. ex., des approches agroécologiques qui réduisent l'utilisation des intrants chimiques, tout en maintenant la productivité; restaurant les services écosystémiques comme la santé des sols, la pollinisation et la purification de l'eau; et améliorant la nutrition humaine).

De plus, s'assurer que des innovations qui génèrent des économies de temps et de main d'œuvre, et que des technologies bien adaptées au contexte local sont accessibles aux femmes et aux filles peut contribuer à réduire les risques sur la santé. Ces innovations doivent inclure l'ensemble des systèmes et des processus alimentaires, plutôt que se limiter aux rendements. Par exemple, des fours écoénergétiques qui améliorent grandement la qualité de l'air intérieur peuvent aussi libérer du temps pour les femmes qui souhaitent entreprendre des activités productives. Ce type d'innovations contribue à leur dignité humaine.

La croissance au service de tous :

La croissance dans le secteur agricole est une voie clé pour appuyer les femmes au sein du processus de développement rural. Les politiques conçues pour favoriser la croissance doivent toutefois mettre l'accent sur les besoins et les intérêts des femmes. Elles doivent aussi assurer que les économies et les marchés en milieu rural fonctionnent pour les femmes, puisqu'elles sont souvent les principales entrepreneures agricoles de la famille. Les stratégies de croissance doivent offrir des occasions aux femmes rurales qui souvent font face à la discrimination ouverte et systémique concernant l'accès aux ressources productives, comme la terre, et l'inclusion financière. Les femmes bénéficient principalement des effets des politiques de développement économique qui priorisent des marchés locaux et à circuits courts, créent des occasions pour que les femmes puissent ajouter de la valeur et priorisent la commercialisation collective qui

augmente le pouvoir de marché des femmes. Les politiques en matière de développement devraient aussi prendre des mesures pour contrer les effets des politiques de commerce et d'investissement qui privent les femmes de leur pouvoir et créent des obstacles injustes à leur autonomisation et à leur prospérité.

L'innovation en agriculture est essentielle pour la croissance économique. Les politiques qui encouragent l'innovation, qu'elles soient technologiques ou sociales, doivent mettre les connaissances, les besoins pratiques et les intérêts stratégiques des femmes au cœur de leurs objectifs. Les innovations réalisées par de petits exploitants agricoles et des organisations féminines incluent une grande diversité de secteurs et d'approches : la sélection végétale participative sur la ferme et l'amélioration des cultures, la commercialisation et l'entrepreneuriat collectif, la conservation de l'eau et des écosystèmes, la gouvernance locale de la terre et des territoires, etc. Une approche féministe garantit que les processus novateurs soient contrôlés par les personnes qui doivent en bénéficier.

L'environnement et l'action pour le climat

L'agriculture est sur la ligne de front des changements climatiques, particulièrement pour les femmes, les peuples autochtones et les communautés locales situées dans les régions les plus vulnérables, et les points névralgiques de la biodiversité. Du point de vue des droits de la personne et de la justice climatique, le Canada doit accorder la priorité à ces groupes, notamment les femmes, et renforcer le financement et le soutien aux efforts qui favorisent leur résilience et leur adaptation aux changements climatiques.

Les politiques environnementales doivent reconnaître les connaissances spécialisées et approfondies des femmes sur leurs écosystèmes et leurs pratiques agricoles durables, comme la conservation de la biodiversité et les pratiques agroécologiques qui sont hautement efficaces pour la résilience climatique. Elles favoriseront l'adaptation (p. ex., grâce à l'agroforesterie, la gestion des bassins versants et la protection du couvert végétal permanent), et contribueront aux mesures d'atténuation grâce à la séquestration de carbone dans le sol.

Les approches de protection sociale et d'atténuation des risques, comme les assurances des récoltes et du bétail, ainsi que des pratiques de transformation et d'entreposage plus efficaces peuvent réduire la vulnérabilité aux chocs climatiques et encourager la prise des risques qui favorise l'innovation chez les agriculteurs, particulièrement les femmes.

D'autres exemples comptent l'accès à des technologies d'énergies renouvelables (pompes solaires et éoliennes) pour l'irrigation des terres et pour l'approvisionnement en eau pour les foyers. Ces technologies peuvent réduire la charge de travail domestique des femmes, tout en offrant des avantages pour l'adaptation et les mesures d'atténuation.

Les femmes doivent participer lorsque des réponses et des solutions aux changements climatiques sont établies, y compris à des postes de leadership.

La gouvernance inclusive

La clé pour une gouvernance inclusive est l'organisation. Quand les gens, particulièrement les femmes, entament un dialogue, ils articulent une vision ou un but commun et travaillent ensuite pour réaliser leurs objectifs, le résultat peut être puissant. Le Canada devrait appuyer les agricultrices et les organisations féminines rurales, incluant les coopératives, afin d'amplifier leur voix et accroître leurs capacités d'influencer des décisions à l'échelle locale, nationale et internationale. Renforcer les droits des femmes et leur leadership contribuera à bâtir des sociétés et des systèmes alimentaires plus inclusifs.

Garantir des espaces pour s'organiser aide à mobiliser de solides défenseurs qui contribuent au changement systémique et éliminent des barrières systémiques. Un changement transformatif durable, réalisé à l'aide de lois et de politiques agricoles, exige un travail de sensibilisation par des groupes locaux, qui font à la fois partie de mouvements plus larges. Le Canada devrait appuyer des structures de gouvernance novatrices et inclusives à l'échelle communautaire, régionale et nationale qui renforcent la voix des femmes, des jeunes et d'autres groupes marginalisés pour la prise de décisions.

L'innovation permettra le progrès social, environnemental et économique

L'approche féministe à l'aide internationale du Canada peut utiliser les meilleures idées concernant l'agriculture et les systèmes alimentaires, au Canada et partout dans le monde, pour adapter et accroître les interventions dont les femmes profitent et, ainsi, surmonter les défis du programme de 2030.

L'innovation sociale naît souvent des femmes et des jeunes, et comporte des manières créatives de travailler ensemble pour résoudre des problèmes. Elle peut être transformative à long terme et se traduire, par exemple, par le développement de relations directes entre producteurs et consommateurs, ou par la commercialisation collective. Des initiatives à petite échelle ont souvent un très grand impact et présentent un énorme potentiel pour disséminer de bonnes pratiques agricoles et en matière de systèmes alimentaires, et pour renforcer le rôle des femmes et des jeunes au sein de leur communauté.

Les petits exploitants agricoles et les femmes sont aussi à l'avant-plan de l'innovation en agriculture écologique, laquelle renforce la biodiversité, protège l'eau et favorise la santé des sols, en plus de bâtir une plus grande résilience des systèmes alimentaires, tout en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience climatique et les moyens d'existence durables. Un intérêt grandissant de la part des donateurs, associé à une capacité d'innovation tangible, signifie que les approches et les pratiques agroécologiques représentent un grand potentiel pour atteindre différents objectifs de développement, 14 des 17 ODD. Le Canada pourrait travailler avec des donateurs, des centres de recherche, des organisations agricoles et de la société civile pour encourager plus de recherche dans le secteur de l'agriculture écologique, comme domaine très prometteur.

Le leadership canadien est essentiel

Affaires mondiales Canada, les organisations de la société civile canadienne et des partenaires de partout au monde ont fait un grand et louable pas en avant en développant une Politique d'aide internationale féministe. Le Canada peut maintenant montrer la voie, en faisant de l'agriculture et de la sécurité alimentaire un moyen essentiel pour atteindre des résultats durables par rapport aux objectifs de l'aide internationale féministe. Le Canada a une occasion de faire une contribution historique envers ses priorités en matière d'aide internationale dans un cadre féministe. La recherche, l'innovation et l'intensification d'approches efficaces qui contribuent à l'autonomisation des femmes peuvent aider le Canada à établir ses interventions sur la base d'expériences et de résultats probants.

En tant que leader respecté dans le domaine de l'égalité entre les sexes, affichant un excellent bilan comme généreux donateur dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, le Canada peut être un défenseur pour assurer que les millions de femmes et de filles qui sont actuellement laissées pour compte atteignent leur potentiel comme des agentes de changement.

Cependant, de nouvelles ressources sont nécessaires pour atteindre ces objectifs. Une augmentation du budget total d'APD est donc requise, ainsi que de nouveaux investissements supplémentaires en agriculture et pour promouvoir les systèmes alimentaires. Pour être véritablement transformatrice, l'aide canadienne devrait répondre à des besoins cernés localement, être flexible, contribuer à couvrir des coûts essentiels et appuyer l'organisation et la sensibilisation.

En prévision de la réunion du G7 dans Charlevoix en 2018, le monde s'attend à ce que le Canada montre la voie et fasse une contribution importante au développement. De nouveaux investissements dans une approche féministe à l'agriculture contribueront au champ d'action central de la Politique d'aide internationale féministe du Canada ainsi qu'à ses champs d'action principaux. C'est ainsi que le Canada sera sur la bonne voie pour devenir un leader mondial dans la réalisation des objectifs du programme de 2030.

Ces initiatives produiraient les meilleurs résultats :

 L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES			
BUT & COMMENT L'ATTEINDRE	RENTABILITÉ DE L'INVESTISSEMENT <i>(\$CDN sauf indication contraire)</i>	\$1 MILLION PERMETTRAIT	ODDs
<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une plus grande égalité entre les genres et une meilleure reconnaissance des femmes en tant qu'agricultrices à part entière. • Renforcer l'autonomisation des agricultrices grâce à des approches systémiques qui incluent une meilleure compréhension des normes relatives aux genres, la prise en compte et la réduction des disparités de pouvoir et l'éradication de la violence basée sur le genre, afin qu'elles puissent davantage bénéficier des investissements en agriculture, participer pleinement aux décisions de leurs ménages ainsi qu'être reconnues et traitées en tant que membres à part entière de la société. 	<p>13,000\$ permet à un groupe de femmes du Népal rural de lutter contre les inégalités de genres, ainsi que d'assurer leur autonomie économique et sociale en utilisant une approche fondée sur les droits de la personne. Grâce à leur pouvoir renforcé, elles s'expriment avec plus de confiance et peuvent parler des abus et des enjeux relatifs aux droits de la personne dans leurs communautés. En outre, pour la première fois en 2017, quatre femmes Dalits se sont portées candidates aux élections municipales et deux d'entre elles ont été élues.¹</p> <p>Lorsque les femmes contrôlent le revenu du ménage, les chances de survie d'un enfant augmentent de 20%.²</p>	<p>Renforcer le pouvoir de 2,250 femmes et leur permettre d'identifier leurs propres besoins en matière de droits de la personne, et convaincre les autorités locales de collaborer et d'investir avec elles dans leurs projets. (ODD 16.7)</p>	<p>5 égalité des genres</p> <p>10 inégalités réduites</p> <p>8 croissance économique</p> <p>16 institutions fortes</p>

Organisations de femmes fortes = communautés fortes

En Inde, cinq mille femmes marginalisées ont trouvé auprès de groupes villageois de femmes un puissant moyen de s'exprimer et un nouveau pouvoir.

Inter Pares travaille depuis 15 ans avec la Société de développement du Deccan (Deccan Development Society; DDS), une organisation populaire qui travaille avec des groupes de femmes dans 75 villages du Tèlangana, en Inde. Les 5 000 agricultrices qui en sont membres (la plupart d'entre elles proviennent de la caste des Dalits, aussi appelés « Intouchables ») sont rassemblées en groupes de femmes appelés *sanghams*; elles pratiquent une agriculture basée sur la biodiversité qui se concentre sur la culture de différentes espèces traditionnelles de millets. Par l'entremise de pratiques agroécologiques mises au point par les femmes, ces agricultrices cultivent, outre ces nourrissantes céréales de base, des légumineuses, des légumes, des fruits, des plantes médicinales et des « plantes non destinées à la culture ». Elles ne font pas que préserver la biodiversité, mais l'enrichissent. Ce système novateur de production agroécologique a été jumelé à une stratégie sophistiquée d'éducation publique et de mercatique afin de stimuler la demande pour les aliments écologiques locaux dans les centres urbains, de même qu'à des réseaux de transformation et de distribution établissant un lien entre les consommateurs urbains et les aliments nutritifs produits localement. Cette approche du « champ à l'assiette » remporte un énorme succès, alors que la demande excède la production.

Les *sanghams* permettent aux femmes de détenir davantage de pouvoir et d'influence dans leur village. Les femmes travaillent ensemble pour concevoir les plans de culture. Les *sanghams* ont mené à une diminution de la violence conjugale dans les communautés, en plus de donner plus de pouvoir aux femmes lorsqu'elles se mobilisent pour infléchir les politiques gouvernementales.

C'est grâce aux *sanghams* que les femmes ont pu avoir accès à la terre pour la cultiver. C'est également grâce aux *sanghams* qu'elles ont pu obtenir une licence auprès du gouvernement indien afin de mettre sur pied la toute première radio communautaire dans ce pays (Radio Sangham), qui donne une voix aux sans-voix.

En se regroupant, ces femmes sont parvenues à surmonter de multiples barrières contribuant à leur marginalisation, et sont aujourd'hui devenues une source d'inspiration.



 ENVIRONNEMENT ET ACTION POUR LE CLIMAT			
BUT & COMMENT L'ATTEINDRE	RENTABILITÉ DE L'INVESTISSEMENT <i>(\$CDN sauf indication contraire)</i>	\$1 MILLION PERMETTRAIT	ODDs
Promouvoir l'agriculture résiliente au climat			
<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les femmes soient participantes à part entière dans les processus de décision d'actions à prendre sur les changements climatiques, incluant les positions de leadership. • Promouvoir une agriculture durable et rentable pour les petits agriculteurs et agricultrices, en particulier pour celles-ci, y compris l'agroécologie, l'agriculture de conservation, la production animale, l'agroforesterie, la gestion des bassins versants, la conservation des sols et de l'eau. • Promouvoir des investissements pour les femmes actives dans les infrastructures rurales résilientes au climat, les systèmes d'irrigation, l'approvisionnement énergétique durable, le stockage post-récolte, la capacité des vétérinaires et des abattoirs, l'éducation, l'échange de connaissances numériques et les plateformes d'extension, l'amélioration des services financiers, la possibilité pour les agriculteurs et agricultrices d'ajouter de la valeur à leurs produits et les marchés inclusifs, y compris les coopératives agricoles et les organisations appartenant à des femmes. 	<p>233\$US/agriculteur(trice) permet aux petits exploitant(e)s du Zimbabwe d'adopter une agriculture de conservation – améliorant ainsi leur production, la santé des sols, la sécurité alimentaire et la résilience climatique.³</p> <p>La messagerie SMS pour améliorer l'accès à l'information sur le marché a un rapport coûts-avantages entre 1: 4 et 1: 8, et coûte seulement 3,98\$US par personne.⁴</p>	<p>Renforcer la résilience de 3,300 agriculteur(trice)s face aux risques liés au climat (ODD 13.1)</p> <p>Augmenter les revenus de 195,000 petits producteur(trice)s d'aliments grâce à un meilleur accès au marché (ODD 2.3)</p>	<p>2 zéro faim</p> <p>5 égalité des genres</p> <p>12 consommation & production</p> <p>13 action pour le climat</p>

Appui à la protection sociale

- Promouvoir des programmes de protection sociale pour réduire la vulnérabilité aux chocs climatiques et renforcer la capacité des agriculteurs et, en particulier, des agricultrices, à prendre des risques en matière d'innovation. Les outils pour ces programmes comprennent les transferts monétaires, l'assurance récolte et bétail.
- Promouvoir le développement et la fourniture de services d'information sur le climat sensibles aux genres et adaptés aux spécificités régionales. Cela inclut différents types d'informations et différents canaux d'accès à l'information.
- Relier les réponses humanitaires au développement agricole à long terme en investissant dans la réduction des risques de catastrophe, comme les infrastructures à petite échelle, les comités de gestion des catastrophes ainsi que la protection des moyens de subsistance et des actifs productifs tels que le bétail et les semences. S'assurer de la pleine participation des femmes dans la planification et l'exécution des programmes de réduction des risques de catastrophes.

Investir dans la réduction des risques de catastrophes agricoles au nord-est du Soudan a un ratio avantages-coûts de 1:61 pour les terrasses agricoles, 1: 2,4 pour les remblais construits pour capturer l'eau d'une rivière saisonnière et 1: 1,800 pour les jardins de légumes communautaires irrigués par pompe.⁵

Chaque dollar dépensé pour la récupération du bétail en réponse aux inondations à Assam, en Inde, a généré 96\$ d'avantages économiques au sein de la communauté.⁶

13 action pour le climat

8 croissance économique

2 zéro faim

5 égalité des genres

Améliorer la biodiversité

<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser les connaissances spécialisées des écosystèmes que possèdent les femmes et soutenir leurs approches coopératives et associatives pour préserver les terres communautaires, les semences et les ressources d'eau. • Soutenir la recherche participative menée par les femmes et les jeunes agriculteurs et agricultrices, ainsi que les banques de semences communautaires qui préservent la biodiversité agricole à la ferme. • Promouvoir le bon fonctionnement des écosystèmes, notamment par la conservation de la biodiversité et la conservation des variétés de cultures. 	<p>141\$/personne permet aux petits exploitant(e)s du Honduras de pratiquer la recherche participative sur les plantes au sein d'équipes communautaires, ce qui se traduit par des ressources phytogénétiques diversifiées et de nouvelles variétés végétales résilientes au climat.⁷</p> <p>350\$/ménage soutient la conservation et la diversification des cultures, des variétés et de l'agroforesterie menées par les agriculteur(trice)s sur une période de 3 ans. Cela leur permet aussi d'acquérir des connaissances et de développer des variétés de semences paysannes, ce qui peut considérablement améliorer leur sécurité semencière, accroître leur résilience climatique ainsi que leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.⁸</p>	<p>Augmenter de 7,100 le nombre d'innovateur(trice)s agricoles travaillant sur la diversité génétique (ODD 9.5, ODD 2.5)</p> <p>Favoriser et étendre les solutions avancées par les agriculteur(trice)s pour améliorer la sécurité des semences paysannes et communautaires dans 75 communautés.</p>	<p>15 vie terrestre</p> <p>2 zéro faim</p> <p>5 égalité des genres</p> <p>13 action pour le climat</p>
---	--	--	--

Agriculture résiliente au climat

2500 familles des départements défavorisés de la Bolivie triplent leurs revenus grâce à la production et l'exportation d'origan à l'international.

Le projet visait l'intégration formelle des familles rurales de cinq départements défavorisés de la Bolivie dans une chaîne de valeur durable. En 15 ans, le projet a permis l'introduction de la culture de l'origan; le renforcement des coopératives; la consolidation d'une entreprise commercialisant l'origan sur les marchés internationaux; et, l'appui aux instances politiques et acteurs stratégiques pour soutenir le développement de chaînes de valeur agroalimentaires.

Aujourd'hui, plus de 2 500 familles produisent de l'origan de très haute qualité. Cette nouvelle agro-industrie leur a permis de tripler leur revenu. Chaque année, ces agricultrices et agriculteurs sont fiers de voir 650 TM de leur produit traverser les frontières pour se rendre dans plusieurs marchés de l'Amérique du Sud et même de l'Europe.



L'adaptation de l'origan aux aléas climatiques a été le déclencheur dans le choix de cette culture. Totalement nouvelle dans le milieu agricole bolivien au début du projet, la culture de l'origan est résistante face aux sécheresses et aux pluies intenses. Il s'agit d'un produit rentable sur des petites superficies et, ultimement, c'est une culture facile à adopter pour les femmes sans que cela alourdisse leur charge de travail.

Une approche renouvelée des champs-école paysans (CEP) a permis de partager et d'adopter des bonnes pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et une culture en régie biologique. Ciblent les agricultrices et les agriculteurs, les CEP ont intégré des notions et pratiques visant l'égalité des genres, ce qui a propulsé à plus de 50 % le taux de participation des femmes aux formations. Aujourd'hui, 86 % des femmes se disent fières de participer activement dans la prise de décisions au sein de l'entreprise familiale.

Mettant le cap sur une croissance économique inclusive, le projet a sensibilisé et outillé les coopératives pour favoriser la participation des femmes. Ainsi, 94% des organisations ont adopté des actions en faveur de l'égalité des genres. De plus, un programme de leadership féminin a renforcé les compétences en gestion entrepreneuriale des agricultrices.

 LA CROISSANCE AUX SERVICES DE TOUS			
BUT & COMMENT L'ATTEINDRE	RENTABILITÉ DE L'INVESTISSEMENT <i>(\$CDN sauf indication contraire)</i>	\$1 MILLION PERMETTRAIT	ODDs
Favoriser l'innovation agricole			
<ul style="list-style-type: none"> • Fournir un soutien à long terme à la co-innovation, y compris la recherche agricole participative sur les pratiques résilientes au changement climatique, impliquant les femmes dans la co-crédation de connaissances répondant à leurs besoins. • Concevoir et mettre en œuvre des systèmes de vulgarisation agricole impliquant les femmes, et incluant l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication. • Offrir une formation sur le terrain qui met l'accent sur des solutions propres et durables aux problèmes réels auxquels les agriculteurs et agricultrices sont confronté(e)s, et promouvoir le partage des meilleures pratiques entre divers groupes, dont les femmes et les peuples autochtones • Investir dans la capacité des chercheur(e)s du Sud à résoudre les problèmes du Sud. 	<p>Chaque dollar investi en recherche et développement agricoles génère des avantages économiques de 34\$US.⁹</p> <p>1\$/agriculteur(trice) peut soutenir une campagne radiophonique participative qui accroît les connaissances agricoles et renforce les liens commerciaux.¹⁰</p> <p>81\$/agriculteur(trice) peut offrir une formation de cinq jours sur l'agriculture intelligente face à l'eau pour une communauté du Malawi.¹¹</p>	<p>Générer des avantages économiques de 34 millions de dollars (ODD 8.1)</p> <p>Permettre à un million d'agriculteur(trice)s d'adopter des pratiques agricoles améliorées (ODD 4.4)</p> <p>Former 9,400 agriculteur(trice)s à l'agriculture résiliente afin d'augmenter la production et maintenir les écosystèmes (ODD 2.4)</p>	<p>9 innovation & infrastructure</p> <p>4 éducation</p> <p>13 action pour le climat</p> <p>5 égalité des genres</p> <p>8 croissance économique</p> <p>2 zéro faim</p>

Renforcer l'autonomisation des femmes pour qu'elles aient un meilleur accès aux intrants et services agricoles

<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'accès des femmes aux services, au financement, aux connaissances et formations, aux technologies et aux marchés. • Permettre aux femmes, grâce au marketing collectif, de participer à des chaînes de valeur qui rejoignent les marchés locaux et les plus éloignés • Soutenir la production vivrière à domicile des femmes comme alternative aux barrières sexospécifiques, telles que la mobilité et les rôles traditionnels des genres. 	<p>200\$/femme peut renforcer l'autonomie des femmes et augmenter la diversité nutritionnelle des familles et communautés.¹²</p>	<p>Assurer l'autonomie d'environ 5,000 femmes et accroître la diversité nutritionnelle de 35,000 personnes, dont 25,000 enfants (ODD 2.2, 5.1)</p>	<p>5 égalité des genres 8 croissance économique 2 zéro faim 10 inégalités réduites</p>
--	---	--	--

Renforcer l'autonomisation des femmes pour qu'elles aient un meilleur accès aux ressources productives

<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'accès des femmes et des adolescentes aux ressources productives, dont la terre, l'eau, les intrants, le bétail et le travail. 	<p>En Inde pour chaque roupie dépensée en irrigation, il y a un rendement de 1,36.¹³</p> <p>Avec un accès aux ressources similaire à celui des hommes, les femmes pourraient augmenter les rendements de leurs exploitations de 20 à 30%, ce qui permettrait à 100-150 millions de personnes supplémentaires d'assurer leur sécurité alimentaire.¹⁴</p>		<p>5 égalité des genres 8 croissance économique 2 zéro faim 10 inégalités réduites</p>
---	---	--	--

Accroître les opportunités économiques et faire entendre la voix des femmes

Un projet de Vision Mondiale Canada au Kenya permet aux femmes de diversifier leurs moyens de subsistance et de réaliser leur autonomisation économique.

Le projet de Gouvernance, Écosystèmes et Moyens d'Existence (GEME) de trois ans visait à améliorer la résilience des communautés dans quatre pays africains, dont le Kenya, où le projet a été mis en œuvre dans une zone semi-aride appelée Mukogodo. Le projet Mukogodo GEME suite à une démarche d'évaluation participative, a décidé de concentrer ses actions sur; i) la diversification des moyens de subsistance; ii) le renforcement de la gouvernance et la gestion environnementale, et; iii) l'autonomisation des femmes et des communautés pour réduire leurs vulnérabilités aux impacts négatifs provoqués par les changements climatiques.



Le projet financé par Affaires Mondiales Canada a établi des partenariats solides avec; i) le gouvernement du Kenya; ii) des organisations communautaires de base et : iii) des partenariats avec des acteurs du secteur privé pour atteindre ses objectifs.

Grâce au projet GEME, 15 groupes de femmes ont pu diversifier leurs activités, en ajoutant l'apiculture à leur activité d'élevage traditionnel. Ils ont formé l'Association des Apiculteurs de Laikipia et commercialisent avec succès du miel transformé. D'autres groupes de femmes produisent maintenant diverses cultures maraîchères de grande valeur économique et nutritive pour l'autoconsommation et la vente grâce à des formations et l'accès à la technologie de collecte de l'eau de Bakaard et à la micro-irrigation. Un autre groupe de femmes fabrique des gels douche et des produits à base de savon qui sont commercialisés dans différents centres urbains. La volaille, considérée à l'origine comme un simple oiseau, est maintenant élevée par près d'un quart de la population ciblée. Les produits avicoles sont maintenant considérés comme un aliment et comme une source de revenu. Le Centre culturel Twala, géré par 7 groupes de femmes soutenus par le projet, a permis aux femmes de gérer leur propre entreprise avec confiance.

Le projet GEME a également abordé la dégradation de l'environnement et a renforcé la participation des femmes dans la prise de décision communautaire. L'évaluation finale a révélé que près de 90% des femmes participaient activement aux processus décisionnels communautaires, ce qui a été attribué aux interventions du projet.

LA GOUVERNANCE INCLUSIVE

BUT & COMMENT L'ATTEINDRE	RENTABILITÉ DE L'INVESTISSEMENT (<i>\$CDN sauf indication contraire</i>)	\$1 MILLION PERMETTRAIT	ODDs
Organisations paysannes et organisations de femmes			
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les coopératives agricoles en tant que vecteur de l'autonomisation sociale des femmes, en encourageant la confiance et le leadership, et en luttant contre les injustices et les inégalités de genres. • Soutenir les organisations de femmes rurales qui portent les voix des femmes, y compris pour prendre la parole dans les décisions aux niveaux local, national et international. • Renforcer les organisations paysannes pour représenter les intérêts des travailleurs et des travailleuses agricoles. Soutenir leurs efforts pour mobiliser le gouvernement en matière de politiques agricoles et améliorer leur capacité à innover, négocier et commercialiser collectivement. 	<p>150\$ peut permettre à une femme en Éthiopie rurale de se joindre à une petite coopérative et recevoir du soutien pour développer une entreprise agricole, interagir avec les marchés, augmenter ses revenus, prendre des responsabilités et, enfin, améliorer sa position dans sa famille et sa communauté.¹⁵</p> <p>Un investissement de 520,000\$ en faveur des organisations paysannes dirigées par des femmes en Inde peut permettre à plus de 5,000 Dalits de récupérer les terres dégradées et de les transformer en systèmes agricoles productifs, tolérants à la sécheresse et nutritifs, tout en améliorant les opportunités de traitement et de commercialisation.¹⁶</p>	<p>Assurer l'autonomie de 6,700 femmes grâce aux coopératives de femmes (ODD 5,5)</p> <p>Combattre la désertification et fournir des moyens de subsistance plus durables à 10,000 familles (ODD 15,3)</p>	<p>5 égalité des genres</p> <p>10 inégalités réduites</p> <p>16 institutions fortes</p> <p>8 croissance économique</p> <p>15 vie terrestre</p>
Droits de la personne			
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les droits à la terre, aux semences et à l'eau reconnus légalement et socialement pour les petits agriculteurs et, en particulier, les petites agricultrices. 	<p>405\$US/ménage au Laos fournit une éducation sur les droits fonciers et les processus nécessaires pour permettre aux femmes vulnérables d'avoir un accès légal à la terre, et aide les petits agriculteur(trice)s à implanter les pratiques de l'agriculture biologique.¹⁷</p> <p>Garantir l'égalité des droits fonciers pour les femmes peut entraîner une augmentation significative de la production céréalière.¹⁸</p>	<p>Améliorer l'accès aux terres agricoles et soutenir l'agriculture biologique pour 1,900 femmes (ODD 5.1, 2.4)</p>	<p>5 égalité des genres</p> <p>2 zéro faim</p>

Renforcer le pouvoir des femmes dans le secteur agricole par l'innovation et la saine gouvernance

Le Canada pourrait atteindre ses objectifs de développement de manière plus efficace s'il investissait dans des programmes qui soutiennent les organisations de femmes rurales ainsi que les petits agriculteurs et les organisations qui les représentent.

La Politique d'aide internationale féministe du Canada considère la saine gouvernance comme l'un des champs d'action sur lesquels elle doit se concentrer, et souligne le rôle de l'innovation comme moyen de réduire la pauvreté et de renforcer le pouvoir des femmes.

En 2012, le Canada et les autres pays membres du G8 ont cherché à stimuler les investissements dans la sécurité alimentaire en invitant les entreprises privées à établir des partenariats avec les gouvernements de pays en développement afin que ces derniers puissent atteindre leurs objectifs sur le plan de la sécurité alimentaire. En plus d'offrir de nouvelles sources de financement, il était prévu que ce modèle de gouvernance mette à profit les innovations réalisées par le secteur privé afin de résoudre les problèmes tenaces que représentent la faim et la pauvreté.

Cette initiative partenariale, appelée Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NASAN), est ultérieure à l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire lancée en 2009, dans le cadre de laquelle les gouvernements se sont mobilisés afin d'investir des fonds publics pour la sécurité alimentaire. Le Canada a travaillé en étroite collaboration avec le Sénégal afin de mettre sur pied la NASAN.

En 2015, le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA) a mandaté une chercheuse indépendante afin qu'elle procède à une évaluation détaillée sur le terrain des impacts de la NASAN au Sénégal.

Son rapport a révélé que la NASAN a échoué à réduire la pauvreté ou à renforcer la sécurité alimentaire chez les petits agriculteurs sénégalais. Qui plus est, elle a omis de consulter les femmes, et ne leur a d'ailleurs procuré aucun bénéfice. Les seules données accessibles colligées par la NASAN indiquent que les femmes n'avaient accès qu'à 18 % des services offerts, et qu'elles n'occupaient que 24 % des emplois créés dans le cadre de la NASAN¹⁹.

D'autres études menées par le GRSA (dont certaines sont mentionnées ailleurs dans ce dossier) fournissent de nombreux exemples où le soutien à des organisations de femmes et de petits agriculteurs a permis de tirer parti de l'innovation sociale afin de contrer la pauvreté, l'exclusion sociale et la dégradation de l'environnement. De la même façon, les modèles de gouvernance qui incluent les personnes vivant dans la pauvreté et les organisations qui les représentent ont démontré leur grande efficacité à apporter des changements en profondeur.



 LA DIGNITÉ HUMAINE			
BUT & COMMENT L'ATTEINDRE	RENTABILITÉ DE L'INVESTISSEMENT <i>(\$CDN sauf indication contraire)</i>	\$1 MILLION PERMETTRAIT	ODDs
Formations agricole et commerciale			
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les jeunes agriculteurs, en particulier les femmes et les filles, par le biais de programmes de formation axés sur les entreprises et d'écoles appuyant des pratiques d'agriculture, afin de faire de l'agriculture une profession viable et souhaitable. • Encourager la recherche à la ferme, qui soit dirigée par les femmes, sur les variétés et la sélection des plantes. • Soutenir les femmes dans la production commerciale d'insectes comestibles et aider au développement des chaînes de valeur et des marchés. 	<p>163\$/personne permet aux adolescent(e)s, dans cinq pays d'Afrique, d'avoir accès à des formations en calcul/alphabétisation, aptitudes à la vie quotidienne et entrepreneuriat. De plus, 165\$ par bénéficiaire fournit des fonds de démarrage, du mentorat et d'autres soutiens, principalement dans la chaîne de valeur agricole, aux adolescent(e)s des régions rurales.¹⁹</p>	<p>Améliorer les débouchés à long terme pour 6,000 jeunes (SDG 4.4, ODD 8.6)</p>	<p>4 éducation 8 croissance économique 5 égalité des genres</p>

Santé améliorée

- Promouvoir des sources d'énergie abordables et sécuritaires aux femmes, qui réduisent également la déforestation. Cela pourrait inclure des poêles économes en combustible, des cuisinières solaires et des digesteurs de biogaz.
- Promouvoir la sécurité et l'efficacité lors de l'utilisation de produits agrochimiques sur les petites exploitations, y compris, et dans la mesure du possible, la réduction de leur utilisation, et aider les agriculteur(trice)s à faire la transition vers la production agroécologique.
- Promouvoir des pratiques appropriées de manipulation des produits post-récolte (par exemple séchage et stockage) afin de minimiser la contamination et la propagation des agents pathogènes.
- Améliorer les résultats nutritionnels des enfants grâce à la production de légumes et de volailles à petite échelle et à domicile, pour un double rendement: amélioration des résultats nutritionnels et de l'autonomie économique des femmes.

La diffusion de foyers améliorés en Ouganda a un rapport coût-bénéfice de 1:13 pour les économies de carburant seulement, ou de 1:25 pour tous les avantages (économie de carburant, temps de cuisson, santé, fertilité du sol, émissions).²⁰

En moyenne, les femmes investissent 90% de leur revenu dans leur famille, contre 30 à 40% pour les hommes.²¹

- 3** santé & bien-être
- 15** vie terrestre
- 5** égalité des genres
- 11** communautés durables

Faire de la nutrition un élément central de l'agriculture à petite échelle

<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une agriculture sensible à la nutrition, notamment en diversifiant la production pour la consommation domestique (y compris les produits animaux), en soutenant certaines cultures biofortifiées, en améliorant les techniques de transformation des aliments et en encourageant la commercialisation des produits alimentaires communautaires. • Renforcer le pouvoir des femmes pour qu'elles améliorent leur accès et contrôle sur les ressources agricoles, les technologies et les possibilités d'éducation afin de réduire leur charge de travail - pour une meilleure nutrition familiale. 	<p>300\$US/ménage au Bangladesh permet une production diversifiée de légumes, de fruits et de volaille à long terme pour les femmes et leurs familles, une éducation nutritionnelle complète et une amélioration du statut des femmes dans leur foyer.²²</p> <p>265\$/ménage en Éthiopie rend possible l'introduction de légumineuses nutritives dans les rotations et les régimes alimentaires, contribuant ainsi à réduire l'insécurité alimentaire et le retard de croissance.²³</p>	<p>Améliorer la nutrition pour 2,600 familles (ODD 2.2, 5.1)</p> <p>Améliorer la diversité de l'alimentation, l'état nutritionnel des enfants et des femmes dans 3,800 ménages (ODD 2.2)</p>	<p>2 zéro faim</p> <p>3 santé & bien-être</p> <p>5 égalité des genres</p>
---	---	--	--

Élevage de basse-cour en Afghanistan

Dans les zones reculées de l'Afghanistan, accroître l'accès des femmes à des ressources agricoles qu'elles gèrent elles-mêmes, permet d'améliorer la nutrition et la santé de communautés entières

La Fondation Aga Khan Canada (AKFC) et ses partenaires locaux en Afghanistan ont rejoint les agriculteur(trice)s des régions éloignées grâce aux champs écoles paysans et au développement technologique participatif, leur fournissant ainsi des connaissances et des ressources de base nécessaires. Ces appuis ont permis de répondre aux besoins alimentaires des ménages et à ceux du marché pour des sources de nourriture variées, telles que les fruits, noix, légumes, œufs, le lait et la viande; tout en offrant des possibilités économiques aux populations traditionnellement exclues. L'augmentation de l'agriculture de basse-cour élimine les barrières sexospécifiques, telles que la mobilité, et les rôles traditionnellement dévolus à chacun des deux sexes, de sorte que toute la famille puisse contribuer à améliorer son statut socio-économique, sa santé et son bien-être.



Mme Nigar du village d'Askanz, Badakhshan, est l'une des 768 femmes qui ont bénéficié de manière exponentielle de l'initiative élevage de basse-cour de l'AKFC. En 2016, elle a reçu 25 poules pondeuses et 2 dindes, ainsi qu'une formation sur les soins, la santé et l'alimentation des volailles. Depuis, elle a multiplié par 10 son stock de volailles, ce qui lui a permis de générer un revenu régulier en vendant des œufs et des poules tout en fournissant constamment des protéines de qualité et des nutriments essentiels à ses enfants. Avec le revenu supplémentaire du ménage, Mme Nigar et son mari ont choisi de construire une nouvelle maison pour leur famille, où ils vivent ensemble confortablement.

Beaucoup de femmes ont maintenant les moyens de cultiver des légumes hors saison grâce à des technologies de production en serre et de jardinage à domicile, ayant de faibles coûts de démarrage et soutenus par l'AKFC. Elles peuvent ainsi subvenir à leurs besoins pendant les mois d'hiver. L'ensemble de ces efforts ont permis d'augmenter considérablement les scores de consommation alimentaire dans la province de Badakhshan passant de 58% à 81% depuis 2014.

-
- ¹ Ce coût est basé sur le travail que fait World Accord avec son partenaire népalais Women for Peace and Democracy. Cette dernière réunit des femmes Dalit et des agricultrices les plus marginalisées dans de petits groupes. Elle offre aussi des formations en prévention de la violence domestique et les sensibilise sur les questions touchant les femmes ainsi que sur leurs droits.
 - ² FAO (2009) *Comblant le fossé: le programme de la FAO pour l'égalité des genres dans l'agriculture et le développement rural. (En anglais: Bridging the Gap: FAO's programme for gender equality in agriculture and rural development.* Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
 - ³ Le coût par agriculteur(trice) pour l'agriculture de conservation est basé sur un examen de la programmation de la Canadian Foodgrains Bank au Zimbabwe. L'agriculture de conservation comprend trois principes: perturbation minimale du sol par labour réduit ou sans labour; couverture de sol organique permanente en utilisant des paillis et des rotations culturales diversifiées et des associations (cultures intercalaires) avec des légumineuses.
 - ⁴ Hoddinott, J. ; Rosegrant, M. et Torero, M. « Investissements pour réduire la faim et la sous-nutrition », dans le *Consensus de Copenhague*, édité par B. Lomborg. Le rapport coûts-avantages est basé sur une analyse dans un certain nombre de pays et de scénarios. On s'attend à ce que les coûts chutent encore plus au fur et à mesure que la technologie continue à se développer, tandis que les avantages pour les petit(e)s agriculteur(trice)s continueront d'augmenter.
 - ⁵ Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (2012) *Disaster risk reduction: a global advocacy guide.* Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. 1-52. Analyse réalisée par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge entre 2008 et 2010.
 - ⁶ Economists at Large (2014) Une analyse avantages-coûts de l'intervention de WSPA Dhemai à Assam, en Inde. Un rapport pour la Protection des animaux, préparé par Economists at Large, Melbourne, Australie.
 - ⁷ Le coût de la recherche participative sur les plantes est basé sur les travaux de la Fondation pour la recherche participative avec les agriculteur(trice)s du Honduras (Fundación para la Investigación Participativa con Agricultores de Honduras, FIPAH). La FIPAH offre une formation technique et un soutien financier pour aider les scientifiques à la ferme à améliorer le rendement des cultures, la valeur marchande, le goût et la valeur nutritionnelle, ainsi que les caractères essentiels pour faire face au changement climatique. FIPAH est un partenaire d'USC Canada et de SUCO.
 - ⁸ Le coût de la diversification agricole par ménage est basé sur une analyse du programme Seeds of Survival d'USC Canada au Honduras, au Nicaragua et au Guatemala. Celui-ci soutient la recherche participative menée par les agriculteur(trice)s pour l'agroécologie à grande échelle, en mettant l'accent sur la diversité des cultures. En utilisant une approche locale et fort participative, les comités de recherche des agriculteur(trice)s créent des solutions qui combinent les connaissances traditionnelles locales aux nouvelles pratiques en collaborant avec des technicien(ne)s de terrain et des facilitateur(trice)s spécialisés. Le travail au Honduras est dirigé par la FIPAH et est financé par Affaires Mondiales Canada.

- ⁹ Rosegrant, M.W. ; Magalhaes, E. ; Valmonte-Santos, R.A. et Mason-D’Croz, D. (2014). “Benefits and Costs of the Food Security and Nutrition Targets for the Post-2015 Development Agenda.” *Food Security and Nutrition Assessment Paper*. Centre de Consensus de Copenhague. Le coût avantages-bénéfices se fonde sur les avantages de 88 milliards de dollars supplémentaires en recherche et développement agricoles au cours des 15 prochaines années, ce qui éliminerait la faim pour 79 millions de personnes et éviterait la malnutrition de cinq millions d’enfants.
- ¹⁰ Le coût par agriculteur(trice) pour une campagne radiophonique participative est basé sur l’analyse des stratégies de radios rurales interactives de Radios Rurales Internationales en Afrique subsaharienne. 1\$/agriculteur(trice) représente une fraction du coût des modèles de vulgarisation agricole plus traditionnels, qui peuvent coûter entre 6 et 10 dollars par agriculteur(trice).
- ¹¹ Le coût de la formation sur l’agriculture intelligente par l’eau est basé sur la programmation de CARE US au Malawi à travers la Fondation SALL. La formation à l’agriculture intelligente par l’eau aide les petits exploitant(e)s à gérer les sols et l’eau afin d’accroître la productivité agricole et la conservation des ressources naturelles.
- ¹² Le coût est basé sur le projet de la Fondation Aga Khan Canada en Afghanistan qui vise à améliorer la nutrition et l’autonomisation économique des femmes grâce à une initiative de volaille de basse-cour.
- ¹³ Wiggins, S. ; Farrington, J. ; Henley, G. ; Grist, N. & Locke, A. (2013) *Agricultural development policy: a contemporary agenda* (Document d’information pour la GIZ). Londres: Institut du développement outre-mer. Sur la base des estimations des rendements sectoriels des dépenses publiques entre 1970 et 1993 en roupie. Des analyses similaires pour la Chine, le Vietnam, la Thaïlande et l’Ouganda montrent des tendances similaires mettant en évidence les avantages des dépenses publiques pour la recherche agricole, l’éducation et l’infrastructure rurale.
- ¹⁴ FAO (2011) *Women in Agriculture: Closing the Gender Gap for development*. Rome: Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture.
- ¹⁵ Le coût de renforcer le pouvoir des femmes en Éthiopie est basé sur un projet d’Oxfam Canada qui permet aux femmes des régions rurales d’Éthiopie de rejoindre une petite coopérative et de recevoir une formation, des intrants et des nouvelles technologies pour créer une petite entreprise autour d’une gamme de produits dont elles contrôlent traditionnellement la production et la transformation. Cela peut considérablement augmenter le revenu d’une femme (en moyenne de 20%), ouvrir un espace pour qu’elle s’engage avec les marchés et assume des rôles de leadership - ce qui peut se traduire par un pouvoir décisionnel accru pour elle dans la communauté et son ménage.
- ¹⁶ Le coût est basé sur le travail d’Inter Pares avec la Société de Développement Deccan. Les agricultrices de la caste principalement des Dalits se réunissent dans des organisations villageoises et, en utilisant leurs propres connaissances indigènes, ont établi des systèmes agricoles diversifiés sur le plan écologique et adaptés au climat et au marché.
- ¹⁷ Le coût de l’éducation et du soutien aux droits de la personne dans les pratiques agricoles durables pour les femmes est basé sur la programmation du Comité Central Mennonite au Laos.
- ¹⁸ OCDE (2012) *Do Discriminatory Social Institutions Matter for Food Security? At Issue*. Paris: Centre de développement de l’OCDE. L’étude a montré qu’entre 1980 et 2009, les rendements céréaliers ont augmenté de 60% dans les pays où les femmes ont des droits fonciers égaux, contre seulement 6% dans les pays où les femmes ont peu de droits à la terre. Même lorsque d’autres raisons que l’augmentation des rendements ont été examinées, la relation entre l’accès des femmes à la terre et les rendements reste pareil.

- ¹⁹ Marie Gagné (pour le compte du GRSA), *Regard critique sur la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NASAN) au Sénégal*. www.ccic.ca/working_groups/food_f.php.
- ²⁰ Le coût d'un programme global pour améliorer les moyens de subsistance des jeunes repose sur un investissement de 40 millions de dollars de la Fondation MasterCard dans le programme de jeunes « Youth's in Action (YiA) » de Save the Children qui permettra à 40,000 jeunes de 5 pays d'Afrique d'avoir accès à des formations tant éducationnelles que professionnelles ainsi qu'en compétences essentielles et financières.
- ²¹ Habermehl, H. (2007) *Economic evaluation of the improved household cooking stove dissemination programme in Uganda*. Au nom de GIZ, le programme d'énergie domestique. Sur la base d'une évaluation du Projet de Conseil en Énergie, mis en œuvre par l'Agence allemande de coopération technique, en Ouganda. Un total de 211,220 poêles Rocket Lorena a été distribué de 2005 à 2006.
- ²² Fondation des Nations Unies (2012) *Why Invest in Adolescent Girls*.
- ²³ Le coût d'un projet de nutrition intégrée est basé sur le coût estimé de la prestation du programme Enhanced Homestead Food Production (EHFP) d'Helen Keller International au Bangladesh sur une période d'au moins trois ans. Les coûts par ménage varieront en fonction du contexte, notamment des ressources humaines disponibles, des systèmes de vulgarisation, des infrastructures hydrauliques et de l'accès aux fournisseurs (tous ces éléments doivent faire partie d'une stratégie d'investissement à long terme). En Afrique, les coûts sont considérablement plus élevés parce que ces structures de soutien sont plus faibles et doivent être renforcées.
- ²⁴ Le coût est basé sur un partenariat entre l'Université Hawassa et l'Université de la Saskatchewan dans le sud de l'Éthiopie avec un financement de 4 millions de dollars du Centre de recherche pour le développement international et du gouvernement canadien, par l'entremise du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale (FCRSI). Entre 2010 et 2014, il a contribué à réduire l'insécurité alimentaire des ménages de 60% à environ 45% et le retard de croissance chez les enfants de 42% à 29% dans cette région.